

L'EUROPE A BESOIN DE PLUS DE PAYSAN.NE.S

LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE : POUR CONSTRUIRE UN MODÈLE AGRICOLE PLUS JUSTE

PROBLÈME

LES SYSTÈMES INDUSTRIELS TRAITENT LA NOURRITURE COMME UNE MARCHANDISE

- **LA MONDIALISATION DE L'ÉCONOMIE**, le manque de responsabilité des sociétés transnationales, la financiarisation de l'agriculture et la propagation des modèles de surconsommation ont aggravé la pauvreté dans le monde.
- **L'ÉCONOMIE MONDIALE** actuelle est caractérisée par le chômage, de bas salaires, la destruction des économies rurales et la faillite des petit.e.s paysan.ne.s et exploitations agricoles familiales.
- **LES DIRIGEANT.E.S POLITIQUES** essaient, depuis des années, de réguler tous les aspects des systèmes de la production alimentaire, tels que les semences, les intrants, l'accès aux terres, et autres nécessités.
- **LE SYSTÈME ALIMENTAIRE INDUSTRIEL** et les industries extractives sont les principales causes du réchauffement climatique, de la perte de la biodiversité, de l'augmentation des risques sanitaires et de la destruction des écosystèmes.
- **L'UE** utilise déjà des mesures de marché, de soutien et des subventions, mais ces mesures ont principalement pour objectif de maintenir le modèle agro-industriel de production qui ne servent ni la planète ni ses habitants.



SUCCÈS EN EUROPE : À QUEL PRIX ?

La politique agricole commune de l'UE (PAC) a transformé l'Europe en une puissance industrielle dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture. Mais les objectifs originaux de la PAC sont largement ignorés, au profit d'un agenda plus politique et mondialisé, les impacts de ce dernier se faisant ressentir bien au-delà des frontières européennes. L'augmentation de la production industrielle et des capacités de transformation est allée de pair avec l'augmentation massive de la part de marché de grands distributeurs (par ex. les supermarchés).

Cependant, ces succès ont été obtenus à un prix énorme pour les paysan.ne.s et les citoyen.ne.s. L'agriculture européenne a perdu des centaines de milliers d'exploitations, d'agriculteur.rice.s et de moyens de subsistance agricoles. Un tiers des exploitations a disparu en Europe au cours des dix dernières années, laissant les zones rurales désertées.

Les systèmes alimentaires industriels entraînent des problèmes tels que l'utilisation de pesticides et d'antimicrobiens, une fertilisation excessive, une perte de biodiversité, une exploitation du travail, et la promotion d'une mauvaise alimentation. Les paysan.ne.s et les citoyen.ne.s ne contrôlent ni ne comprennent les tenants et aboutissants de la production alimentaire.

QUI NOUS NOURRIT ?

POPULATION NOURRIE PAR :

PAYSAN.NE.S : 70 %

INDUSTRIE

RESSOURCES UTILISÉES POUR LA PRODUCTION

PAYSAN.NE.S

INDUSTRIE : 75 %

CONCENTRATION DU POUVOIR: EN 2016, ON DÉNOMBRAIT 10,5 MILLIONS D'EXPLOITATIONS AGRICOLES, 65 % D'ENTRE ELLES AYANT UNE SUPERFICIE DE MOINS DE 5 HECTARES.

MOINS DE 5HA : 65 %

CEPENDANT, PARMI LES PRINCIPAUX.ALES ACTEUR.RICE.S DE CHAQUE SECTEUR, 10 ENTREPRISES CONTRÔLENT 73 % DU MARCHÉ DES SEMENCES, 5 ENTREPRISES CONTRÔLENT 84 % DU MARCHÉ DES PRODUITS AGROCHIMIQUES, 10 ENTREPRISES CONTRÔLENT 65 % DES MACHINES ET DONNÉES AGRICOLES.

(RE)LOCALISATION VS. COMMERCE INTERNATIONAL ?

Il n'y a pas de choix à faire entre produire localement ou stimuler le commerce international. Le but n'est pas de bannir le commerce mais d'éviter que les agriculteur.rice.s du monde entier entrent en compétition par le biais d'accords de libre échange exploitants. Nous devrions plutôt nous débarrasser des chaînes mondiales d'exploitation comme le soja OGM bon marché importé pour l'alimentation animale et utilisé pour subventionner les chaînes d'exportation de lait en poudre vers l'Afrique, où il est vendu à des prix inférieurs aux coûts de production locaux. Un autre exemple est le dumping par l'Europe de pommes de terre transformées vers l'Amérique du Sud, alors que les agriculteur.rice.s sud-américain.e.s sont en train de récolter. Nous demandons la réglementation du commerce international, et qu'il ne soit pas utilisé pour faire chuter les prix agricoles en abaissant les normes sociales et environnementales.



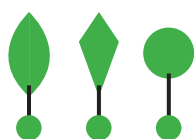
L'EUROPE A BESOIN DE PLUS DE PAYSAN.NE.S

LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE : POUR CONSTRUIRE UN MODÈLE AGRICOLE PLUS JUSTE

SOLUTION

NOURRITURE POUR TOU.TE.S, ET NON PROFIT POUR QUELQUES UN.ES

- DÉFINIE PAR L'UE EN 1996, la souveraineté alimentaire désigne le droit des personnes à une alimentation saine et culturellement appropriée produite avec des méthodes durables, et leur droit de définir leurs propres systèmes agricoles et alimentaires. **Les plateformes de souveraineté alimentaire luttent pour un changement systémique, afin de donner aux personnes un contrôle direct et démocratique** sur les éléments les plus importants de leur société : notre façon de nous nourrir et de nous alimenter, notre façon d'utiliser et de préserver les ressources au profit des générations actuelles et futures, et notre façon d'interagir avec les autres groupes, peuples et cultures.
- **IL N'EXISTE PAS D'UNIQUE SOLUTION** face aux nombreux problèmes complexes auxquels nous sommes confronté.e.s aujourd'hui. Au contraire, la souveraineté alimentaire - qui englobe des **organisations de différents domaines, de tous les continents et de différents secteurs sociaux et économiques** - est **un processus qui s'adapte aux personnes et aux lieux** où il est mis en pratique. Il est synonyme de solidarité, et non de concurrence, de construction d'un monde plus juste en partant de la base, et de renforcement du pouvoir des peuples à organiser leurs sociétés de manière à transcender la vision néolibérale d'un monde fait de marchandises, de marchés et d'acteur.rice.s économiques égoïstes.



LA VÉRITABLE SOLUTION : AUTONOMISER LES GENS GRÂCE AUX POLITIQUES

Les politiques publiques, notamment la stratégie 'De la ferme à la table' et la PAC, doivent **remettre en cause le modèle actuel et favoriser des formes diverses et décentralisées de production alimentaire basée sur l'agroécologie**. Cela garantira l'accès à une alimentation de qualité, la survie des fermes agricoles européennes, un revenu équitable pour les agriculteur.rice.s et la protection des travailleur.euse.s agricoles.

Les citoyen.ne.s européen.ne.s, tant urbain.e.s que ruraux.ales, doivent pouvoir prendre le contrôle de leur système d'approvisionnement alimentaire, en s'attaquant aux obstacles sociaux, économiques et logistiques qui ont, jusqu'à présent, permis à l'agriculture industrielle de prospérer.

Le commerce doit être abordé sous l'angle de la solidarité et non de la concurrence - à la fois pour garantir un revenu équitable aux producteur.rice.s européen.ne.s mais aussi pour respecter notre obligation de ne pas interférer dans les processus correspondants dans d'autres régions, **en permettant aux partenaires commerciaux de développer des politiques et des programmes alimentaires adaptés à leurs propres réalités, sans dumping ni ingérence extérieure.**

L'UE doit veiller à ce que les politiques alimentaires et agricoles soient conformes à la Déclaration des Nations unies sur les droits des paysan.ne.s et des autres personnes travaillant dans les zones rurales (UNDROP) afin d'éviter toute discrimination et de prévenir la violation des droits humains, économiques et sociaux des petits agriculteur.rice.s et des travailleur.euse.s migrant.e.s.

LES 6 PILIERS DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

PRIORISER LA NOURRITURE POUR LES PERSONNES

VALORISER LES FOURNISSEUR.EUSE.S ALIMENTAIRES

LOCALISER LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES

DONNER LE CONTRÔLE AUX LOCAUX.ALES

CONSTRUIRE DES SAVOIRS ET DES COMPÉTENCES

TRAVAILLER AVEC LA NATURE

INFO + DOCS : <https://www.eurovia.org/tr/theme/souverainete-alimentaire-commerce> SOURCES DES STATISTIQUES : Eurostat, 'Farms and farmland in the European Union', 2018 / ETC Group, 'Who will feed us', 2017 / IPES food, 'Too big to feed', 2017

